Génocide des Tutsi au Rwanda : à Marseille, Félicité Lyamukuru et Dafroza Gauthier « témoignent pour éduquer »

Myrtille Mayaud-Dequero

La Provence, 14 mai 2025

Au collège Jules-Ferry, dans le quartier Saint-Louis à Marseille (15e), la rescapée du génocide des Tutsi au Rwanda Félicité Lyamukuru et la militante Dafroza Gauthier ont livré leurs témoignages aux collégiens marseillais.



La militante Dafroza Gauthier et la rescapée Félicité Lyamukuru témoignent du génocide des Tutsi au Rwanda dans les établissements scolaires. Photo MMD

Le silence est lourd, les souffles suspendus et les regards attentifs face aux témoignages de la rescapée du génocide des Tutsi au Rwanda Félicité Lyamukuru et de la militante Dafroza Gauthier. Ce mardi 13 mai, leurs récits résonnent auprès des élèves de 3^e du collège Jules-Ferry (15^e).

"Témoigner pour éduquer"

Orchestré par le régime extrémiste hutu au pouvoir, le génocide des Tutsi au Rwanda a fait près d'un million de morts entre avril et juillet 1994. "J'ai perdu mes parents et mes cinq frères et sœurs à l'âge de 16 ans", tremble encore Félicité Lyamukuru. Depuis des années, la survivante se rend dans les écoles belges et françaises pour partager son histoire avec les plus jeunes. "Il est important de témoigner pour éduquer", martèle-t-elle.

"Peut-on pardonner les génocidaires ? Pourquoi les rechercher ? Êtes-vous en colère contre la communauté internationale ?" Maëlia, 14 ans, enchaîne les questions. "Je ne m'attendais pas à ça. Tout paraît plus réel", raconte la jeune fille, les larmes aux yeux. Pour son professeur d'histoire, Marc Vigneron, qui a organisé ce rendez-vous, "ce qui parle le plus, c'est le vécu. Et la proximité temporelle avec cet événement tragique touche les jeunes".

Se battre contre le négationnisme

Mais derrière ce travail de mémoire, "seule la justice répare moralement le crime", précise Dafroza Gauthier, cofondatrice du Collectif des parties civiles pour le Rwanda. "Qu'aucune personne soupçonnée de génocide ne puisse échapper à la justice", tel était l'engagement pris en 2021 par Emmanuel Macron, mais le collectif déplore qu'après les 30 plaintes qu'il a déposées, seules neuf personnes ont été jugées. "Ne pas reconnaître le crime, c'est lui permettre de recommencer", ponctue Félicité Lyamukuru. Dans un contexte international troublé, cette militante l'affirme: "Il faut se mobiliser pour lutter contre le négationnisme. La haine tue chaque jour."